

Communiqué presse

Association

Réaction en Chaîne Humaine - RECH

Agir pour l'arrêt du nucléaire

Gilhac et Bruzac, le 2.1.2022

Tel. 07 77 20 27 71

C'est confidentiellement dans la nuit du 31 décembre 2021 que la Commission européenne a envoyé aux États membres sa proposition qui intègre le gaz fossile et l'énergie nucléaire comme « investissements verts ». *En plus de fonctionner en huis clos, il semble que la Commission n'organisera pas de consultation publique sur ce deuxième chapitre de la taxonomie alors qu'elle l'avait fait par trois fois lors du chapitre qui portait sur les énergies renouvelables.*

Macron vient donc de façonner la taxonomie selon son propre intérêt national. L'intégration de l'énergie nucléaire est une opération de propagande évidente en faveur de la France. Une sorte de machine à fric en libre-service, soutenue par la loi et garantie par contrat. C'est une tradition de l'Etat nucléaire numéro un à l'échelle européenne.

Déjà dans les années 70, lors de la construction de son parc de centrales, la France s'était servie comme aucun autre Etat de crédits bon marché sur la base du traité EURATOM et avait ainsi construit de loin le plus grand nombre de réacteurs dans un pays européen. Les énergies renouvelables et l'énergie solaire ne sont jamais devenues un grand sujet, l'équipement en électricité nucléaire était bien trop facile. La France n'a jamais cessé de miser à grande échelle sur cette source d'électricité pratique, devenant ainsi complètement dépendante de l'énergie nucléaire.

Aujourd'hui, alors que les réacteurs arrivent à la fin de leur durée de vie prévue sur 30 ans - 16 réacteurs ont actuellement 40 ans et les derniers arrivent en fin de parcours en 2042 -, la pression commence à se faire sentir et l'endettement de EDF (à hauteur de 42 milliards) nécessite une manne financière conséquente.

On the night of 31st December 2021, the European Commission secretly sent its proposal to Member States to include fossil gas and nuclear energy as "green investments". In addition to operating behind closed doors, it seems that the Commission will not organise a public consultation on this second chapter of the taxonomy, whereas it did so three times for the chapter that dealt with renewable energy.

Macron has thus just shaped the taxonomy according to his own national interest. The inclusion of nuclear energy is an obvious propaganda operation for France. A kind of self-service money machine, backed by law and guaranteed by contract. It is a tradition of the number one nuclear state in Europe.

Already in the 1970s, when building its power plants, France used cheap credits on the basis of the EURATOM treaty like no other country and thus built by far the largest number of reactors in a European country. Renewable energies and solar energy never became a big issue, nuclear power equipment was far too easy. France has never stopped relying on this convenient source of electricity on a large scale, becoming completely dependent on nuclear power.

Today, as the reactors reach the end of their 30-year lifespan - 16 reactors are currently 40 years old and the last ones are due to end in 2042 - the pressure is on and EDF's debt (42 billions) requires a substantial financial injection.